

Brochure n° 3005-I

Accords nationaux
TRAVAUX PUBLICS
(Tome I : Accords nationaux)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT
ET TRAVAUX PUBLICS

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
IDCC : 1596. – BÂTIMENT
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
IDCC : 1597. – BÂTIMENT
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 3 AVRIL 2015
RELATIF AUX INDEMNITÉS DES REPRÉSENTANTS DE LA CPREF BTP
(PICARDIE)
NOR : ASET1550549M

Entre :
L'UR CAPEB de Picardie ;
La FFB de Picardie ;
La fédération Nord des SCOP du BTP,
D'une part et
L'UR CFDT de Picardie ;

L'UR CFE-CGC de Picardie ;

L'UR FO de Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Vu l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 prévoyant la possibilité pour les branches professionnelles de s'organiser régionalement en matière d'emploi et de formation et vu l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la définition et à la mise en œuvre de la politique emploi, formation et qualification des partenaires sociaux du BTP, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé le montant des indemnités allouées aux représentants des organisations syndicales de salariés pour leur participation aux réunions de la CPREF BTP Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé le montant des indemnités allouées aux représentants des organisations syndicales de salariés pour leur participation aux réunions de la CPREF BTP Picardie comme indiqué dans le tableau ci-après.

(En euros.)

Repas	18,10
Indemnité kilométrique	0,568

Article 3

Le présent barème entrera en application au 1^{er} avril 2015, pour une durée de 12 mois minimum.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Amiens, le 3 avril 2015.

(Suivent les signatures.)